

Un accès aux soins pour toutes et tous

LE GROUPE « SOCIALISTES ET CITOYENS ENGAGÉS »

Dans une étude parue ces jours derniers, la Fondation Jean-Jaurès a une nouvelle fois mis en lumière la difficulté pour nos concitoyens d'accéder aux soins. Cette question se pose dans notre ville comme maintenant dans presque la totalité du territoire français. Nous savons que c'est une préoccupation de plus en plus importante pour nombre d'entre vous. Avec la création de l'espace santé Denis-Mukwege, mais aussi la mise à disposition dans plusieurs quartiers de la ville de locaux pour des médecins, la ville de Cergy essaie de pallier cette difficulté. Mais nous avons conscience que cela ne suffira pas à régler un problème national. Nous sommes convaincus que, sans une évolution du cadre législatif, même les politiques les plus volontaristes n'auront pas tous les effets que vous attendez. C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus qu'il faudrait imposer aux jeunes diplômés des facultés de médecine une implantation pour leur première année de carrière. Au regard que coûte à la collectivité la formation d'un médecin, il ne serait pas illégitime de leur imposer cette contrainte temporairement. Garantir l'accès aux soins de toutes et tous est pour nous une préoccupation majeure mais encore une fois, une ville, aussi volontariste soit elle, ne pourra pas répondre à elle seule à ces difficultés. Il est temps que gouvernement et législateurs prennent le sujet à bras-le-corps. •

Le groupe socialistes et citoyens engagés

Indice de durabilité : responsabilisation des consommateurs et des politiques publiques

LE GROUPE « EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS ET GÉNÉRATION.S »

Une série de textes parus le 7 avril prévoit de remplacer l'indice de réparabilité par un indice de durabilité. L'intérêt ? Intégrer dans les critères d'évaluation la fiabilité et la durée de vie des produits. Accouché dans la douleur, cet indice s'appliquera en France aux téléviseurs et aux lave-linges mais pas aux smartphones, comme initialement prévu, à la suite de la pression des élus européens qui souhaitent favoriser un indice moins exigeant sur le plan environnemental... C'est d'autant plus regrettable qu'il conviendrait d'aller au-delà en s'attaquant vraiment à l'obsolescence programmée et au marketing qui incite au remplacement des appareils encore fonctionnels... Le tout au détriment du budget des consommateurs. Nous devons avoir conscience des impacts sociaux et environnementaux de nos achats en biens de consommation. Les collectivités locales ont en la matière elles aussi un rôle à jouer pour favoriser, dans le cadre de leur commande publique, les démarches vertueuses des producteurs et prestataires. La ville de Cergy a ainsi signé, fin 2023, la Charte sur les achats durables de la Communauté d'agglomération et a déjà intégré des clauses environnementales dans 80 % de ses marchés. L'objectif est de 100 % pour 2026. •

David AGRECH, Patrick BARROS, Elina CORVIN, Marc DENIS, Sophie ERARD PEYR, Maxime KAYADJANIAN, Roxane REMVIKOS, Daisy YAÏCH.

Le droit au logement ne doit plus être un privilège

LE GROUPE « PARTI COMMUNISTE »

Le ministre du logement a récemment déclaré la fin du logement social à vie ce qui a déclenché une vive réaction de la part des acteurs associatifs et des bailleurs sociaux. La pénurie de logements en France est une réalité non contestable. C'est 500 000 nouveaux logements par an sur dix ans qu'il faudrait pour répondre aux besoins de la population. Déclarer la fin du logement social à vie ne règle en rien la crise dans notre pays. Les rapports de la Fondation Abbé Pierre et de l'USH dressent un tableau accablant de la situation du logement en France, pointant la précarité résidentielle et énergétique, la flambée des loyers, le mal-logement. Face à cette réalité, le gouvernement doit adopter une approche plus solidaire en matière de logement. Au lieu de restreindre l'accès au logement social, il est temps d'investir massivement dans la construction de logements abordables et durables, sortant ainsi le droit au logement des intérêts du marché qui l'opprime au détriment de la population. Cela nécessite une collaboration étroite entre tous les acteurs, permettant d'élaborer des politiques cohérentes pour garantir un accès équitable au logement pour tous, indépendamment de leur statut social. Plutôt que de se contenter de déclarations sensationnalistes, le ministre du logement et le gouvernement doivent s'engager pleinement dans la construction d'un avenir où le droit au logement est une réalité pour tous, et non un privilège réservé à quelques-uns. •

Françoise COURTIN, Gilles COUPET et Virginie GONZALES.

Le 9 juin prochain, votons pour l'Europe !

LE GROUPE « DEMO : DÉMOCRATES À CERGY-PONTOISE »

Voter lors des élections européennes est un acte de citoyenneté essentiel pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le Parlement européen est chargé de légiférer sur un large éventail de questions, telles que l'environnement, l'économie, la santé, l'éducation et les droits de l'homme. En votant, nous pouvons influencer la direction que prendront ces politiques. Le Parlement européen exerce également un pouvoir de contrôle sur les autres institutions de l'UE, notamment la Commission européenne, qui propose des lois, et le Conseil de l'Union européenne, qui représente les États membres. En élisant des représentants au Parlement européen, nous pouvons donc exercer une influence sur la manière dont l'UE est gouvernée et sur les décisions qui sont prises en notre nom. Enfin, les élections européennes offrent une plateforme importante pour exprimer nos valeurs et nos préoccupations. Voter pour des candidats qui partagent nos convictions, c'est envoyer un message fort sur les priorités et les orientations que nous souhaitons voir adoptées au niveau européen. Malheureusement, le taux de participation aux élections européennes est souvent faible, ce qui nuit à la légitimité et à la représentativité du Parlement européen. En encourageant la participation électorale, nous renforçons la démocratie européenne et contribuons à façonner un avenir commun pour l'Europe. Alors le 9 juin, votez ! •

Claire BEUGNOT, Régis LITZELLMANN, Céline BEN ABDELKADER, Adrien JAQUOT, Cindy SAINT-VILLE-LEPLÉ-CHENIÈRE, Tu LE TRUNG.

Un budget ni satisfaisant ni ambitieux

LE GROUPE « UNIS POUR QUE CERGY PROTÈGE, RESPIRE, ÉLÈVE »

Le budget 2024 vient d'être adopté en conseil municipal. Après une année marquée par la très forte hausse des impôts locaux par le maire et son équipe, en rompant avec la promesse faite en 2020, nous espérions un budget ambitieux. Nous avons malheureusement été déçus. Alors que l'inflation ralentit, les dépenses de la commune, elles, vont continuer d'augmenter : + 3,2 %. Certaines dépenses festives ne cessent de grimper, les « frais de missions » pour les élus sont doublés. Des études qui avaient été annoncées pour 2023 sont à nouveau programmées en 2024. Des travaux qui auraient dû démarrer en 2023 sont cette fois-ci annoncés pour 2024. La communication abondante (et coûteuse) et les effets d'optique dans la présentation qui est faite du budget cachent mal que la transition environnementale et les investissements associés ne pèsent que 2,15 M€ dans le budget soit 8 % des dépenses d'équipement. C'est bien peu quand on sait que cet argument avait été utilisé pour augmenter les impôts. Quant à savoir quelles politiques propose le maire en matière de sécurité, pour les seniors, pour améliorer l'offre commerciale dans la ville, pour les parents, pour accompagner la jeunesse après les émeutes de l'été dernier... le budget reste muet. •

Armand PAYET, Edwige AHILE, Alexandre PUEYO, Emmanuelle GUEGUEN, Mohamed-Lamine TRAORE, Laurence HOLLIGER, Mohammed BERHIL, Gaëlle DUIGOU, Didier AREIAS, Abla ROUMI. Contact : armand.payet@gmail.com

Cergy non violent

LE GROUPE « AVEC VOUS »

« A »vec vous » avait dans son programme de multiples propositions en matière de médiation, de prévention et d'éducation. En plus de se sentir dans une ville belle, sûre, rénovée, l'on reste à Cergy ou l'on y vient car ici, on grandit bien ! Notre offre qualifiée pour faire du sport, accéder à la culture, être animé avec les associations, est notre ADN. Des familles comptent légitimement sur la ville pour offrir ces ressources et de nombreuses ont besoin du service public municipal de prise en charge de la jeunesse : pour les plus jeunes, apprendre un instrument, partir en vacances, faire des activités les mercredis et vacances, pour les plus grands, partir et découvrir, se former et se responsabiliser (bafa), toujours pouvoir trouver des adultes formés, repérés, stables pour ses stages, cv, orientation, insertion... La responsabilité de la ville dans cette prise en charge est essentielle. D'ici peu, cela fera un an que des émeutes urbaines ont dégradé des équipements et le lien social. C'est l'image de la ville et la confiance des habitants dans leur environnement qui a été dégradée aussi. Oui, les polices et justice peuvent s'améliorer et nous comptons sur elles pour déployer toutes leurs forces, pour agir en proximité afin que cela n'arrive plus. Un plan d'action à la hauteur des enjeux était attendu par la ville pour impliquer les parents, agir avec l'École, encadrer les jeunes et prévenir les ruptures pour que la confiance en Cergy et sa jeunesse ne s'érode pas et qu'à l'approche de l'été, la ville soit apaisée. Où en sommes-nous ? •

Cécile ESCOBAR, Dominique LEFEBVRE, Brice MICHAUD. Contact « Avec vous » : cecile.escobar@live.fr